Je voulais manifester mon indignation face à votre façon, de parler de débat démocratique, de concertation, dans le CDT et plus largement dans l'EPPS.

Ce n'est pas parce que vous organisez des réunions qu'il y a consultation démocratique. D'abord parce que vous occupez la moitié du temps d'expression, là où les citoyens voudraient s'exprimer. Ensuite car vous parlez d'autorité, en contrôlant le temps de parole avec une formation orale, une formalisation de la communication verbale, que ne possède pas la moyenne du public.

Par conséquent, beaucoup ne prennent pas la parole en public, beaucoup ne viennent pas aux réunions où tout semble décider d'avance. On n'a plus envie de voir votre mine dire : « *ah ! mon brave, je vous écoute ce soir par gentillesse et commisération, mais j'ai déjà rédigé un texte dans des termes légaux qui ont un tout autre sens* ».

Il n'y a aucune démarche de **co-construction** du projet depuis dix ans. Toujours des grandes messes où les habitants du plateau se sont lassés de venir. Une concertation, ce n'est pas une *tribune* où parlent des hommes plus « égaux » que d'autres, car ils ont un pouvoir administratif. Une concertation où des hommes et femmes égaux, libres, se retrouvent autour d'une *table ronde* pour réfléchir, avec chacun-e, leur expertise.

Et dans vos statistiques, vous pouvez vous gargariser du nombre de soirées organisées et de l'absence du public, la masse de ceux que vous estimez, ignorants et silencieux. Et nous dire en affichant les statistiques : « voyez la démocratie, c'est nous » car on a cherché à discuter depuis dix ans !

Quant aux associations qui travaillent, aux bénévoles qui, en plus de leur travail, sont toujours présents depuis 10 ans, vous les présentez comme la marque de l'opposition et expliquant que vous les avez écoutés mais jamais entendus. Ils sont eux-mêmes, à leur corps défendant, votre garant, de ce que vous appelez, votre débat démocratique. Pas le nôtre !

La procédure même du CDT est anti-démocratique car l'administration sort de son chapeau un texte sur lequel les citoyens ne peuvent agir ni sur la structure, ni sur l'esprit général, ni sur les actions.

Pas de récupération de notre opposition,

Pas d'instrumentalisation de notre réalité quotidienne,

Ce qui n'est pour vous, que *dossiers administratifs*, c'est **notre quotidien, notre espace et notre territoire**.

Pascale Mormiche (Châteaufort)